



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**Unité départementale de Vaucluse**

Avignon, le 24 février 2021

**Affaire suivie par : Subdivision 4**

**Tél. : 04.88.17.89.33**

**N°S3IC : 064-1245 / P2**

**Réf. : D-0012-2021-UD84-Sub4**

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement

Demande en date du 19/08/19 de la société Delorme pour le renouvellement de la carrière aux lieux-dits du « Lampourdier » et des « Sept Combes », sur la commune d'Orange

**Réf. :** Bordereau DDPP du 23 février 2021

**P.J. :** Un projet d'arrêté et ses six annexes

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Sommaire**

1 - Présentation de la société et du dossier.....	2
2 – Modification de la durée d'autorisation.....	2
3 - Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées.....	4

## **1 - PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DU DOSSIER**

Le 26 août 2019, la société Delorme a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale, relatif au renouvellement de l'autorisation d'exploiter sa carrière située aux lieux-dits du « Lampourdier » et des « Sept Combes », sur la commune d'Orange.

Les principales caractéristiques de la demande présentée par le pétitionnaire sont les suivantes :

- une durée de 30 ans ;
- une production moyenne de 300 000 tonnes par an et une production maximale de 350 000 tonnes par an ;
- un tonnage total de 9 millions de tonnes ;
- un périmètre d'autorisation de 26,66 ha et périmètre d'exploitation (ou d'extraction) de 24,75 Ha.

Cette demande concerne un renouvellement, sans extension géographique, de la carrière actuellement autorisée par les arrêtés préfectoraux du 10 janvier 2005 et du 5 février 2007.

Les activités projetées étant soumises à autorisation environnementale en tant qu'installations classées pour la protection de l'environnement, la procédure prévue aux articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement a été menée. En outre, la demande d'autorisation a fait l'objet :

- des consultations administratives prévues aux articles R.181-16 et suivants du code de l'environnement ;
- d'un avis de l'autorité environnementale sans observation le 20 février 2020 ;
- d'un avis favorable du conseil national de la protection de la nature le 7 janvier 2020, concernant la demande dérogation « espèces protégées » ;
- d'une enquête publique du 17 août 2020 au 16 septembre 2020, ayant conduit à un avis favorable du commissaire enquêteur sur le projet du pétitionnaire, pour une durée d'exploitation minimale de 25 ans ;
- d'un avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), à l'issue de sa réunion du 26 janvier 2021.

Par ailleurs, un arrêté de sursis à statuer a été pris le 19 janvier 2021 pour une période de trois mois.

## **2 - MODIFICATION DE LA DURÉE D'AUTORISATION**

Par courrier du 29 janvier 2021, monsieur le Préfet a écrit à la société Delorme, afin de lui :

- indiquer que, compte tenu de l'opposition émise à l'encontre de son projet durant l'enquête publique et de l'avis motivé du commissaire enquêteur, il envisageait de réduire la durée accordée pour le renouvellement de son autorisation à 25 ans au lieu des 30 ans sollicités ;
- demander d'analyser l'impact sur son dossier d'une durée d'autorisation ramenée à 25 ans et de transmettre, dans les plus brefs délais, une mise à jour des pièces nécessaires à l'instruction de sa demande, notamment concernant le plan de phasage, l'évolution des côtes altimétriques, les tonnages et volumes extraits, l'évaluation des garanties financières et les conditions de remise en état.

Par courriel du 23 février 2021, le pétitionnaire a transmis sa réponse au courrier précité. En particulier, les éléments suivants ont été fournis :

a) une réévaluation de la quantité globale exploitée sur 25 ans (production totale sur la période de 7 500 000 tonnes au lieu de 9 000 000 tonnes) ;

b) une réévaluation de la quantité maximale d'inertes importés (volume global ramené à 992 000 m<sup>3</sup> et 1 640 000 tonnes au lieu de 1 190 000 m<sup>3</sup> et 1 890 000 tonnes) ;

c) le tableau des garanties financières adapté, afin de correspondre aux cinq phases quinquennales d'exploitation :

Phase quinquennale	S1 (en ha)	S2 (en ha)	S3 (en ha)	Garanties Financières
1	5,15	11,20	3,03	573 456 €
2	5,46	12	2,16	581 801 €
3	5,43	11,8	2,17	576 213 €
4	5,06	14,8	2,84	661 341 €
5	5,06	7,4	1,65	421 825 €

d) les mesures prévues, afin d'assurer la remise en état au niveau de l'éperon rocheux résiduel, qui subsistera à la côte 55 NGF au niveau du secteur Ouest « Lampourdier », en raison de l'exploitation moindre du gisement :

- veiller à la bonne stabilité du front résiduel ;
- si besoin, procéder à la purge systématique des blocs rocheux menaçant de chuter ;
- la mise en place d'un piège à cailloux disposé en pied de front, interdisant l'accès et permettant de stopper la course de tout bloc susceptible de tomber depuis le sommet ;
- la mise en place de toute autre mesure qui s'avérerait nécessaire au maintien de la sécurité.

e) les plans de phasage modifiés ;

f) les profils en travers de l'étude paysagère modifiés ;

g) le plan de réaménagement final modifié.

La société Delorme n'a pas porté à la connaissance de monsieur le Préfet d'autre modification de son dossier, en lien avec la réduction de délai à 25 ans.

Avis de l'inspection :

l'inspection estime que les compléments apportés par le pétitionnaire à sa demande d'autorisation, transmis par courriel du 23 février 2021, sont suffisants pour appréhender le fonctionnement de sa carrière et les nuisances potentielles associées à une durée d'exploitation ramenée à 25 ans.

Les modifications proposées par le pétitionnaire n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection des installations classées. Toutefois, elles induisent une mise à jour des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral, joint au rapport DREAL du 27 novembre 2020 et présenté en CDNPS le 26 janvier 2021. En outre, les articles suivants doivent être modifiés :

- article 1.2.1.1 (durée d'autorisation) ;
- article 1.2.3.2 (quantités de déchets inertes réceptionnés pour la remise en état du site, durée et phasage des opérations de remblaiement) ;
- article 1.4.1.2 (durée d'autorisation associée à la rubrique 2510 et tonnage total à extraire) ;
- article 1.5.2 (montants des garanties financières) ;
- article 2.4.2 (quantités de déchets inertes réceptionnés pour la remise en état du site) ;
- article 2.4.3.3 (durée d'exploitation et quantités de déchets inertes réceptionnés pour la remise en état du site) ;
- article 9.2.1 (suppression de la référence à la phase quinquennale n°6 pour la mesure de réduction n°4 et mention du début du remblaiement à la phase PQ3 pour la mesure de réduction n°4) ;
- article 10.3 (durée de l'autorisation de défrichement) ;
- annexe 4 (plan de phasage des travaux) ;
- annexe 5 (plan de remise en état).

### **3 - CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Au regard des éléments exposés précédemment, l'inspection estime que les compléments apportés par le pétitionnaire à sa demande d'autorisation, transmis par courriel du 23 février 2021, sont suffisants pour appréhender le fonctionnement de sa carrière et les nuisances potentielles associées à une durée d'exploitation ramenée à 25 ans et, ainsi, permettre l'édiction des prescriptions nécessaires à l'exploitation de ses installations.

Un projet d'arrêté préfectoral, prenant en compte les incidences d'une durée d'exploitation de 25 ans, est joint en annexe au présent rapport.

<b>Rédacteur</b>	<b>Vérificateur</b>	<b>Approbateur</b>
L'inspecteur de l'environnement	Le chef de l'unité départementale de Vaucluse, par intérim	Le chef de l'unité départementale de Vaucluse, par intérim